Secrétariat et budget

- L'OMC emploie 634 fonctionnaires émargeant au budget ordinaire.
- Les fonctionnaires du Secrétariat sont originaires de 78 pays Membres de l'OMC.
- Le budget total de l'OMC pour 2015 s'élève à 197 203 900 CHF.
- La phase finale de la rénovation du bâtiment de l'OMC a été achevée en mai 2014.

Secrétariat de l'OMC 152

Budget, finances et administration 158

Informations de base sur le Secrétariat et le budget

Le Secrétariat de l'OMC emploie plus de 600 personnes au bénéfice d'un contrat régulier. Il coordonne les activités de l'OMC. Le budget annuel de l'OMC est financé pour l'essentiel par les contributions de ses Membres.

Secrétariat de l'OMC

Le Secrétariat de l'OMC est établi à Genève (Suisse). Il emploie 634 fonctionnaires émargeant au budget ordinaire et il est dirigé par le Directeur général, M. Roberto Azevêdo, qui a pris ses fonctions le 1er septembre 2013 pour un mandat de quatre ans. Les quatre Directeurs généraux adjoints ci après ont pris leurs fonctions le 1er octobre 2013: Yonov Frederick Agah (Nigéria), Karl Brauner (Allemagne), David Shark (États Unis) et Yi Xiaozhun (Chine) (voir la figure 1). Le Secrétariat n'a aucun pouvoir de décision; à l'OMC, toutes les décisions sont prises par les Membres.

Les principales fonctions du Secrétariat sont d'apporter aux divers conseils et comités un appui technique et professionnel, de fournir une assistance technique aux pays en développement, de suivre et analyser l'évolution du commerce mondial, d'informer le public et les médias et d'organiser les conférences ministérielles. En outre, le Secrétariat fournit certaines formes d'assistance juridique dans le processus de règlement des différends et conseille les gouvernements qui souhaitent devenir Membres de l'OMC.

Background on the WTO Secretariat

The WTO's recruitment policy is based on the principle of equal opportunity for all, with the objective of ensuring the broadest possible diversification of the WTO Secretariat. The fullest regard is given to merit, qualifications and experience.

Les fonctionnaires du Secrétariat sont originaires de 78 pays Membres de l'OMC (voir la figure 4). Le personnel se compose essentiellement d'économistes, de juristes et d'autres spécialistes de la politique commerciale internationale. Il comprend aussi des spécialistes d'autres domaines essentiels pour le fonctionnement de l'Organisation au quotidien, à savoir les technologies de l'information, les statistiques, les finances, la gestion des ressources humaines et les services linguistiques.

Le personnel du Secrétariat émargeant au budget ordinaire comprend deux catégories: les postes professionnels (58 % des fonctionnaires) et les postes d'appui (42 %). Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à l'OMC (330 contre 304). Parmi le personnel professionnel, on compte 41 % de femmes et 59 % d'hommes (voir les figures 2, 3 et 4). Les langues de travail sont l'anglais, le français et l'espagnol.

La Division des ressources humaines continue de répondre à l'évolution des besoins du Secrétariat. Elle aide à réaffecter les ressources aux nouveaux domaines de travail ou aux domaines

› Nouvelles recrues

> "Travailler pour l'OMC et en faveur de l'intérêt public en général a toujours été ma préoccupation première depuis que j'ai commencé à travailler dans le domaine du droit commercial"

Huijian Zhu

Juriste chargé du règlement des différends, Division des règles
Nationalité: chinoise | Date d'entrée en fonctions: 1er septembre 2014

Je m'intéresse depuis longtemps au droit commercial international et à l'OMC. Travailler pour l'OMC et en faveur de l'intérêt public en général a toujours été ma préoccupation première depuis que j'ai commencé à travailler dans le domaine du droit commercial il y a sept ans.

J'ai grandi à Yantai, dans la province chinoise du Shandong. Au cours des 15 dernières années, j'ai étudié et travaillé en Europe (Royaume-Uni, France et Belgique). Je me sens donc chez moi en Chine comme en Europe. Après le lycée, inspiré par l'œuvre de Lord Denning qui venait d'être traduite en chinois (notamment par l'actuel Premier Ministre chinois), je suis parti étudier le droit en Angleterre où j'ai obtenu le titre d'avocat.

Au cours des dernières années, j'ai travaillé comme avocat spécialisé en droit commercial et en droit douanier à Londres et à Bruxelles. J'ai ainsi conseillé des entreprises et des gouvernements sur tous les aspects du droit commercial international et du droit des affaires de l'Union européenne, notamment en ce qui concerne les enquêtes en matière de défense commerciale, les procédures devant les tribunaux de l'Union européenne, les sanctions économiques et les questions relatives au contrôle des exportations.

À l'OMC, je travaille à la Division des règles en tant que juriste chargé du règlement des différends. Ma principale responsabilité est de fournir des avis juridiques et une assistance aux membres des groupes spéciaux et à d'autres juristes et de mener des recherches sur des questions techniques et juridiques.

Secrétariat de l'OMC
www.wto.org/secretariat_f

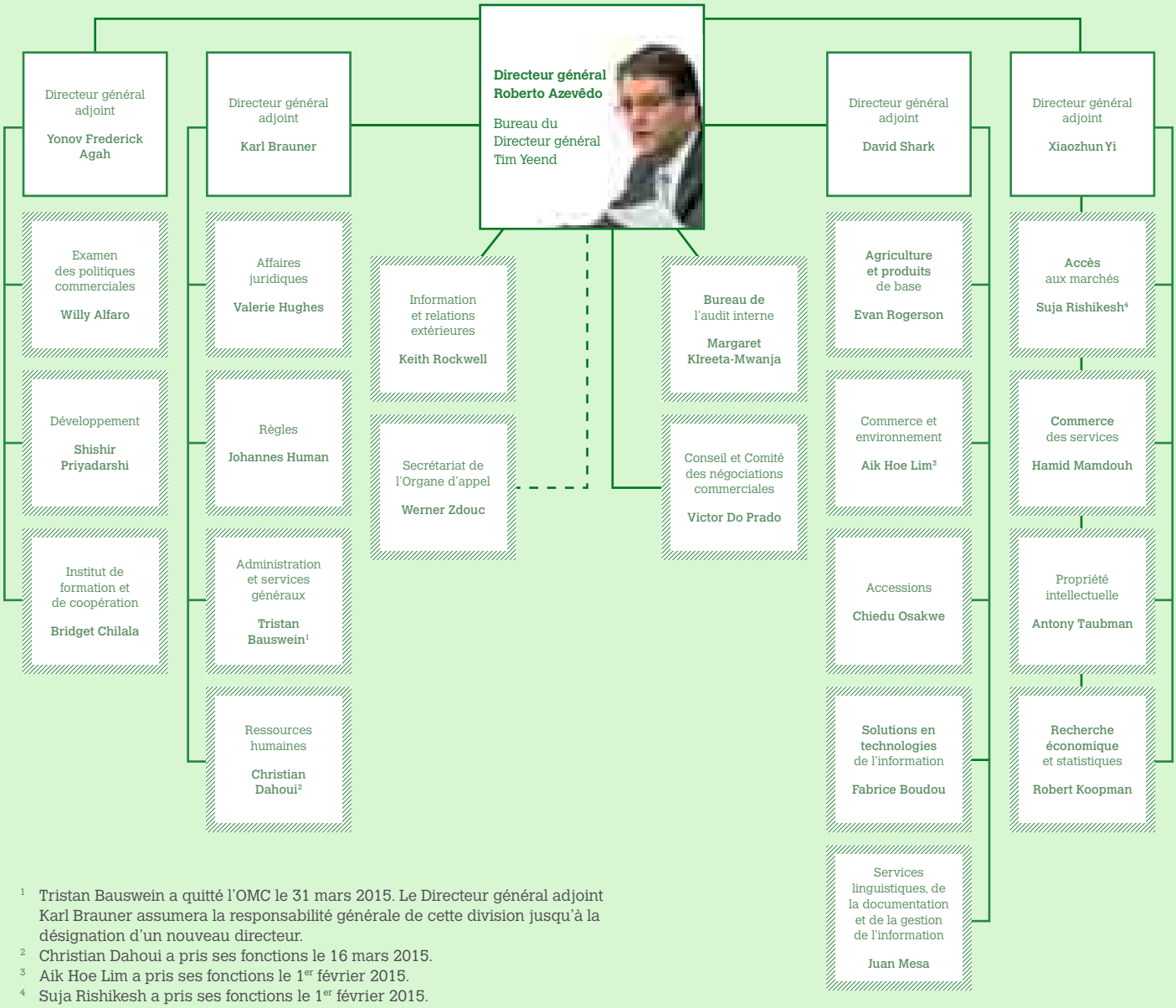
prioritaires, mais elle s'occupe aussi des initiatives prises pour améliorer le comportement professionnel et l'efficacité, et pour instaurer un environnement de travail à la fois attrayant et propice au développement des compétences professionnelles du personnel.

Un processus d'examen organisationnel a été lancé par le Directeur général Roberto Azevêdo en janvier 2014 pour faire face aux défis budgétaires et administratifs. Les objectifs sont de répondre efficacement aux défis futurs et aux priorités fixés par les Membres de l'OMC et d'améliorer les politiques et les procédures dans un certain nombre de domaines clés au sein du Secrétariat. En septembre 2014, le Directeur général a présenté un rapport intérimaire au Comité du budget, des finances et de l'administration indiquant les progrès réalisés dans l'examen organisationnel.

La charge de travail des divisions juridiques a beaucoup augmenté en raison du nombre toujours élevé d'affaires portées devant l'OMC. De ce fait, le Directeur général a réaffecté certaines ressources pour permettre à ces divisions de créer 15 nouveaux postes, dont 6 à un niveau supérieur et 9 à des niveaux plus bas (voir la page 102). Ces mesures tiennent compte des limitations imposées par les Membres de l'OMC, y compris le plafond global du budget, et elles sont mises en œuvre grâce à l'utilisation des ressources dégagées lorsque des postes de niveau élevé sont laissés vacants ailleurs dans le Secrétariat.

Le Conseil du personnel de l'OMC, qui est élu par les fonctionnaires, défend les intérêts de tous les membres du personnel du Secrétariat, leur donne la possibilité d'exprimer leurs préoccupations, les aide à mieux comprendre leurs droits et leurs devoirs et représente leurs intérêts et leurs opinions auprès de la haute direction.

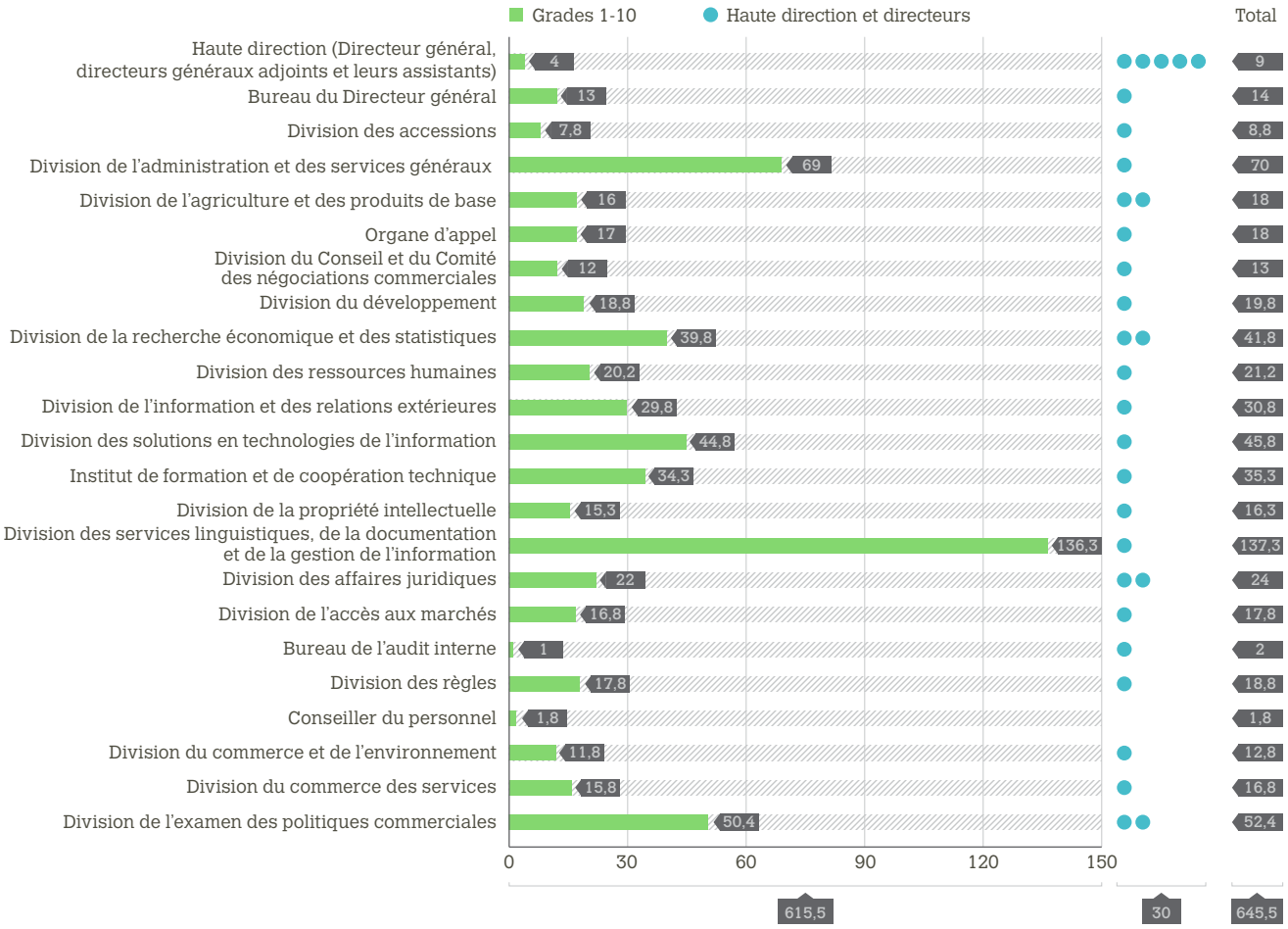
Figure 1. Secrétariat de l'OMC – Organigramme, au 31 décembre 2014



[1] Tristan Bauswein a quitté l'OMC le 31 mars 2015. Le Directeur général adjoint Karl Brauner assumera la responsabilité générale de cette division jusqu'à la désignation d'un nouveau directeur.
[2] Christian Dahoui a pris ses fonctions le 16 mars 2015.
[3] Aik Hoe Lim a pris ses fonctions le 1er février 2015.
[4] Suja Rishikesh a pris ses fonctions le 1er février 2015.

Secrétariat de l'OMC
www.wto.org/secretariat_f

Figure 2. Répartition des fonctionnaires de l'OMC par division, au 31 décembre 2014 (nombre de postes)*



* Y compris les postes qui n'étaient pas encore attribués. Les décimales correspondent aux fonctionnaires travaillant à temps partiel (par exemple à 80 %).

Nouvelles recrues

> "L'OMC m'a toujours été très chère car c'est là que j'ai fait mes premières armes"

Joana Sancho Piccinini

Réviseur, Division des services linguistiques, de la documentation et de la gestion de l'information
Nationalité : espagnole | Date d'entrée en fonctions : 1er septembre 2014

Je suis très contente d'être de retour à l'OMC. J'y ai travaillé cinq ans dans les années 1990, en tant que traductrice à la Section espagnole, et avant cela, j'ai travaillé pour le GATT. J'ai quitté l'OMC en 2000 pour accompagner mon mari qui avait été muté au Royaume-Uni. Après trois ans passés au Royaume-Uni, nous avons déménagé à Madrid. Compte tenu des exigences de ma famille qui s'agrandissait et une fois mon congé expiré, je n'avais pas d'autre choix que de démissionner de l'OMC.

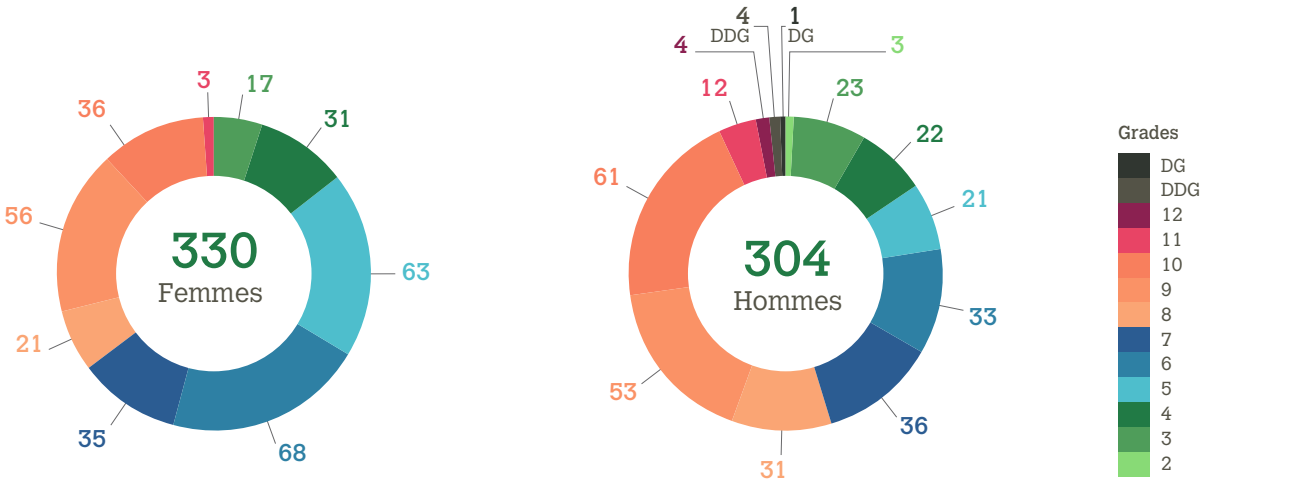
Il y a quelques années, je suis revenue à Genève et j'ai commencé à travailler pour diverses organisations intergouvernementales en tant que traductrice indépendante. J'ai aussi travaillé pour le Fonds international de développement agricole, à Rome. Pendant cette période, j'ai été amenée à traiter une grande variété de sujets et je me suis familiarisée avec leur terminologie propre. Je suis très heureuse d'avoir pu acquérir cette expérience qui m'a aidée à m'adapter facilement à un environnement professionnel qui change rapidement.

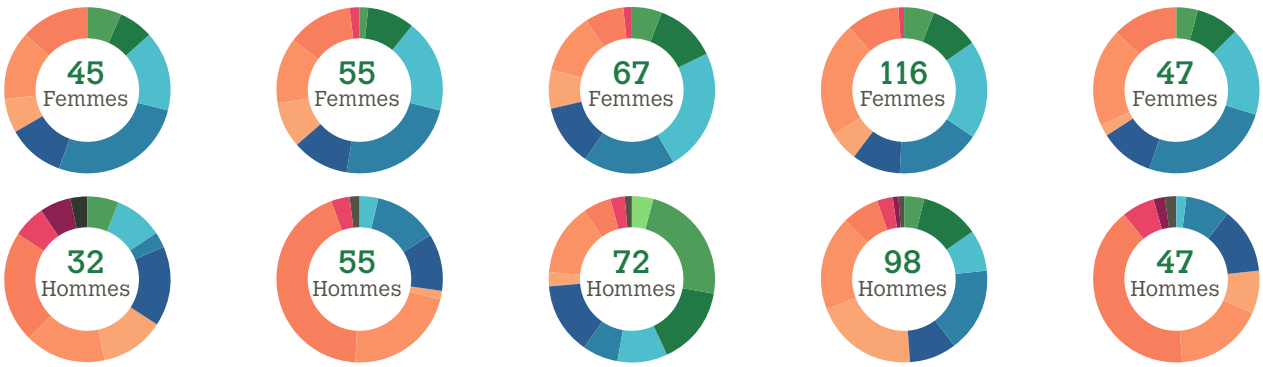
L'OMC m'a toujours été très chère car c'est là que j'ai fait mes premières armes, et j'ai eu la chance d'avoir des mentors exceptionnels. Même pendant mon absence, je me suis sentie proche de l'Organisation et des membres de son personnel, dont certains sont des amis intimes. Cela m'a donc semblé tout naturel de saisir l'occasion de revenir à l'OMC.

Cette fois-ci, j'ai été recrutée à la Section espagnole en qualité de réviseur. Mon travail consiste à traduire et à réviser toutes sortes de documents de l'OMC.

Secrétariat de l'OMC
www.wto.org/secretariat_f

Figure 3. Répartition des fonctionnaires de l'OMC émargeant au budget ordinaire par classe et par sexe, au 31 décembre 2014





› Directeur général

Directeur général

Bureau du Directeur général

Secrétariat de l'Organe d'appel

Division du Conseil et du Comité des négociations commerciales

Division de l'information et des relations extérieures

Bureau de l'audit interne

› Directeur général adjoint 1

Bureau du Directeur général adjoint 1

Division du développement

Institut de formation et de coopération technique

Division de l'examen des politiques commerciales

› Directeur général adjoint 2

Bureau du Directeur général adjoint 2

Division de l'administration et des services généraux

Division des ressources humaines

Division des affaires juridiques

Division des règles

› Directeur général adjoint 3

Bureau du Directeur général adjoint 3

Division des accessions

Division de l'agriculture et des produits de base

Division des solutions en technologies de l'information

Division des services linguistiques, de la documentation et de la gestion de l'information

› Directeur général adjoint 4

Bureau du Directeur général adjoint 4

Division de la recherche économique et des statistiques

Division de la propriété intellectuelle

Division de l'accès aux marchés

Division du commerce des services

Secrétariat de l'OMC
www.wto.org/secretariat_f

Figure 4. Répartition des fonctionnaires de l'OMC émargeant au budget ordinaire par sexe et par nationalité, au 31 décembre 2014*

330 femmes, 304 hommes
Total 634

Amérique du Nord

Membre	Femmes	Hommes	Total
Canada	5	16	21
Mexique	2	5	7
États-Unis d'Amérique	19	12	31
Total	**26**	**33**	**59**

Amérique du Sud/centrale

Membre	Femmes	Hommes	Total
Argentine	4	7	11
Barbade	0	1	1
Bolivie, État plurinational de	1	1	2
Brésil	4	7	11
Chili	2	0	2
Colombie	4	6	10
Costa Rica	1	1	2
Cuba	1	0	1
Équateur	1	1	2
Guatemala	2	0	2
Honduras	2	0	2
Paraguay	1	0	1
Pérou	3	4	7
Sainte-Lucie	0	1	1
Trinité-et-Tobago	1	0	1
Uruguay	0	5	5
Venezuela, République bolivarienne de	1	4	5
Total	**28**	**38**	**66**

78 Le personnel du Secrétariat est composé de ressortissants de 78 pays Membres de l'OMC

* Ces chiffres sont basés sur le nombre de fonctionnaires émargeant au budget ordinaire au 31 décembre 2014. Le budget de l'OMC prévoit un effectif de 645,5 fonctionnaires, y compris les postes non encore pourvus.

Nouvelles recrues

"C'est lors d'un cours sur le développement économique à l'Université de Toronto que je me suis intéressée pour la première fois à l'OMC et à ses objectifs"

Sainabou Taal

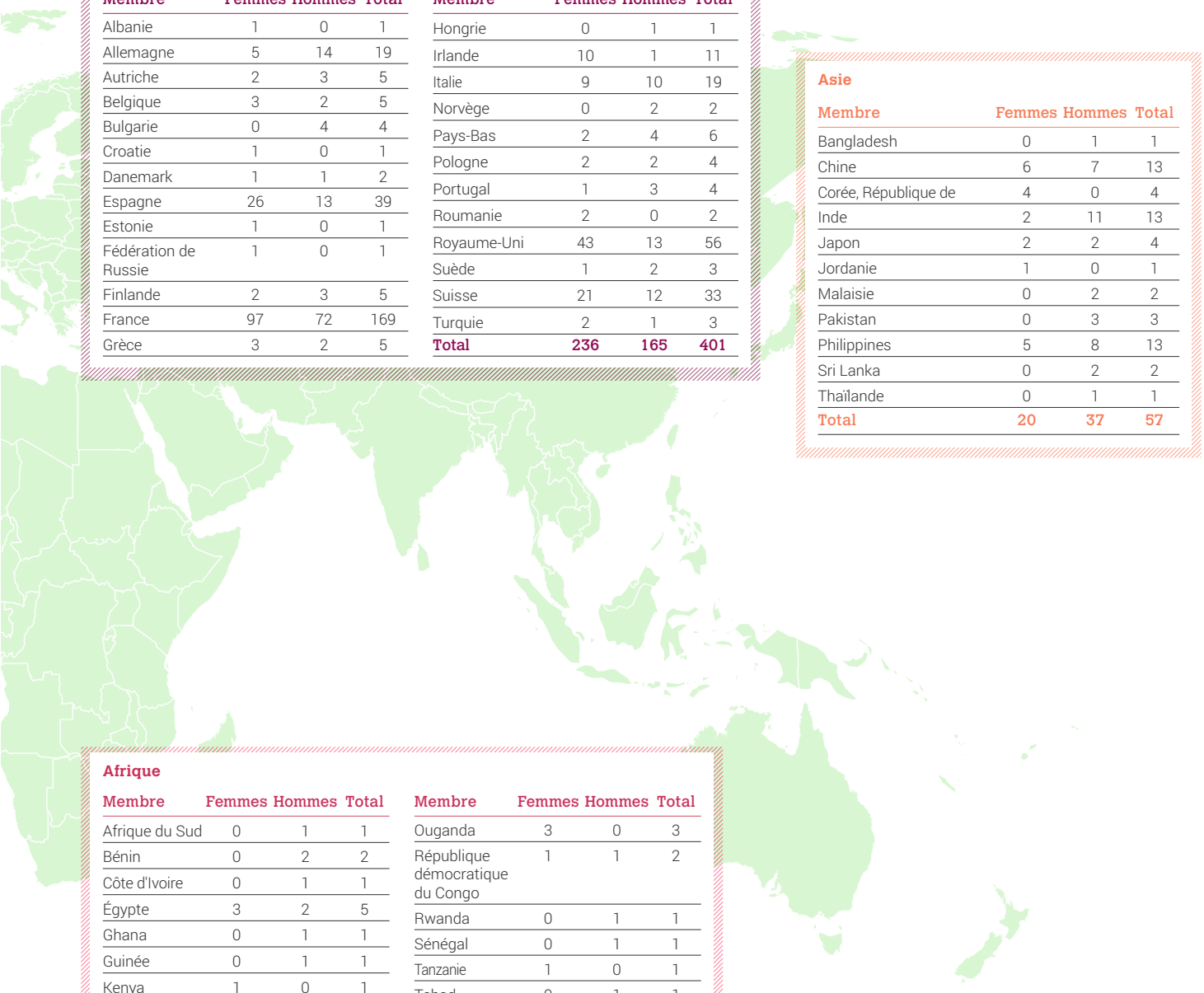
Analyste-conseiller en matière de politique commerciale, Division du développement
Nationalité: britannique | Date d'entrée en fonctions: 1er juillet 2014

C'est lors d'un cours sur le développement économique à l'Université de Toronto que je me suis intéressée pour la première fois à l'OMC et à ses objectifs, en entendant un discours sur le «commerce comme moteur de croissance». Après, il y a eu de nombreux débats sur la manière dont les pays pouvaient se servir du système commercial multilatéral pour stimuler le commerce et la croissance économique, ce qui a encore renforcé mon intérêt. À l'époque, j'étais loin de m'imaginer que mon parcours professionnel me conduirait ici.

J'ai obtenu mon diplôme en pleine crise économique. Plutôt que de rester au Canada pour chercher du travail comme bon nombre de mes camarades, je suis rentrée en Gambie pour travailler au Ministère du commerce comme économiste. Je suis très contente d'avoir pris cette décision. Après quelques années au Ministère, j'ai préparé un master de droit international et d'économie au World Trade Institute, puis j'ai fait un stage et j'ai obtenu un contrat de courte durée à l'OMC. J'ai ensuite quitté l'OMC pour travailler au Département des affaires économiques et sociales de l'ONU sur un projet relatif au commerce en Ouganda, en Gambie, au Lesotho et au Népal.

Je travaille maintenant à l'Unité Aide pour le commerce de la Division du développement en tant qu'analyste des politiques commerciales. Mon travail concerne la mise en œuvre du Programme de travail sur l'Aide pour le commerce, y compris la préparation de l'Examen global de l'Aide pour le commerce.

Secrétariat de l'OMC
www.wto.org/secretariat_f



Europe

Membre	Femmes	Hommes	Total
Albanie	1	0	1
Allemagne	5	14	19
Autriche	2	3	5
Belgique	3	2	5
Bulgarie	0	4	4
Croatie	1	0	1
Danemark	1	1	2
Espagne	26	13	39
Estonie	1	0	1
Fédération de Russie	1	0	1
Finlande	2	3	5
France	97	72	169
Grèce	3	2	5
Hongrie	0	1	1
Irlande	10	1	11
Italie	9	10	19
Norvège	0	2	2
Pays-Bas	2	4	6
Pologne	2	2	4
Portugal	1	3	4
Roumanie	2	0	2
Royaume-Uni	43	13	56
Suède	1	2	3
Suisse	21	12	33
Turquie	2	1	3
Total	**236**	**165**	**401**

Asie

Membre	Femmes	Hommes	Total
Bangladesh	0	1	1
Chine	6	7	13
Corée, République de	4	0	4
Inde	2	11	13
Japon	2	2	4
Jordanie	1	0	1
Malaisie	0	2	2
Pakistan	0	3	3
Philippines	5	8	13
Sri Lanka	0	2	2
Thaïlande	0	1	1
Total	**20**	**37**	**57**

Afrique

Membre	Femmes	Hommes	Total
Afrique du Sud	0	1	1
Bénin	0	2	2
Côte d'Ivoire	0	1	1
Égypte	3	2	5
Ghana	0	1	1
Guinée	0	1	1
Kenya	1	0	1
Malawi	0	1	1
Maroc	1	2	3
Maurice	0	2	2
Nigéria	0	2	2
Ouganda	3	0	3
République démocratique du Congo	1	1	2
Rwanda	0	1	1
Sénégal	0	1	1
Tanzanie	1	0	1
Tchad	0	1	1
Tunisie	2	3	5
Zambie	1	0	1
Zimbabwe	2	0	2
Total	**15**	**22**	**37**

Océanie

Membre	Femmes	Hommes	Total
Australie	4	8	12
Nouvelle-Zélande	1	1	2
Total	**5**	**9**	**14**

Secrétariat de l'OMC
www.wto.org/secretariat_f

Budget, finances et administration

Le Secrétariat de l'OMC a régulièrement informé les Membres au sujet de l'examen organisationnel en cours à l'OMC. Le Comité du budget, des finances et de l'administration a présenté cinq rapports au Conseil général en 2014. Il a examiné les rapports sur la situation financière et budgétaire de l'Organisation, les arriérés de contributions des Membres et observateurs, le Régime des pensions de l'OMC et le financement du projet de bâtiment. Le Comité a examiné le rapport annuel sur la diversité au Secrétariat de l'OMC, le rapport annuel sur la structure de classes et les promotions et le rapport annuel du Bureau de l'audit interne.

Le Secrétariat a tenu les Membres de l'OMC informés de ses travaux pendant l'examen organisationnel de l'OMC, lancé par le Directeur général en juin 2013. En septembre, le Directeur général a présenté un rapport intérimaire au Comité du budget, des finances et de l'administration. Un rapport final sera présenté au Comité au début de 2015.

Le Directeur général et le vérificateur extérieur des comptes ont présenté au Comité le Rapport sur les résultats financiers de l'OMC et le Rapport du vérificateur extérieur des comptes pour 2013. Le Comité a examiné ces rapports et a proposé au Conseil général d'approuver les comptes vérifiés pour 2013.

Le Comité a examiné les contributions calculées au prorata pour le Yémen, qui est devenu, en juin 2014, le 160e Membre de l'OMC, et a recommandé au Conseil général de les approuver.

Le Comité a passé en revue les travaux du Groupe de travail sur l'assurance santé après cessation de service de l'OMC, qui examine les engagements futurs générés par l'assurance santé subventionnée des retraités de l'OMC, dont le nombre va considérablement augmenter au cours des 20 prochaines années. Il a prorogé de six mois le mandat du Groupe de travail. Il a également passé en revue les travaux du Groupe de travail sur le Règlement financier de l'OMC.

Le périmètre de sécurité autour du Centre William Rappard a été achevé en mai 2014, ce qui a mis fin à la phase finale du projet de rénovation du bâtiment, commencé en 2011. Le Secrétariat a suggéré de constituer un fonds d'entretien des bâtiments à long terme. Le Comité examinera cette proposition en 2015.

Le Comité a examiné le rapport sur l'examen intermédiaire de l'exercice biennal 2014-2015 pour l'OMC et pour le Centre du commerce international. Aucune modification n'a été proposée par rapport au budget 2015 déjà approuvé par le Conseil général à la fin de 2013. Le Comité a recommandé que le Conseil général approuve le barème des contributions pour 2015.

Le Comité a examiné la possibilité d'établir un Comité d'audit, suivant la suggestion du vérificateur interne des comptes de l'OMC. Il a engagé des discussions constructives sur cette question à sa dernière réunion de l'année 2014, et il les poursuivra au début de 2015.

Informations de base sur le budget, les finances et l'administration

Le Comité du budget, des finances et de l'administration suit la situation budgétaire et financière de l'OMC, y compris les questions relatives au recouvrement des contributions, et assume toute fonction que lui assignent les Membres de l'Organisation. Il examine les questions relatives à la gestion des ressources humaines, reçoit les rapports de situation sur le Régime des pensions et s'occupe des questions financières et administratives ayant trait au Secrétariat de l'OMC. Il fait rapport au Conseil général.

Budget de l'OMC pour 2015

Le budget de l'OMC est financé par les contributions annuelles de ses Membres (voir les tableaux 1, 2 et 3) et par des recettes diverses. Ces contributions sont calculées selon une formule qui tient compte de la part de chaque Membre dans le commerce mondial. Les recettes diverses proviennent principalement des contributions des pays ayant le statue d'observateur, de la vente des publications et de la location de salles de réunion.

Budget, finances et administration
www.wto.org/budget_f

Le budget de l'OMC pour 2015 est le suivant :

Secrétariat de l'OMC :
CHF 190699300

Organe d'appel et son secrétariat :
CHF 6504600

Le budget total de l'OMC s'élève à
CHF 197203900

Tableau 1. Dépenses consolidées 2014*

Section	Budget (milliers de CHF)	Dépenses (milliers de CHF)	Solde (milliers de CHF)
Dépenses de personnel (y compris rémunération du personnel, avantages au titre des pensions et après la cessation de service, assurance santé et invalidité, prestations familiales et avantages accordés au personnel international)	131 415	122 280	9 136
Personnel temporaire (y compris personnel engagé pour une courte durée, consultants, honoraires des membres des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel)	17 167	17 390	–223
Services généraux (y compris frais de télécommunication et frais postaux, services contractuels et entretien, énergie et fournitures, documentation et publication)	15 801	12 944	2 857
Voyages et frais de réception	7 481	5 970	1 511
Partenaires de mise en œuvre (y compris toute activité ou événement financé partiellement/conjointement/entièrement par l'OMC, mais mis en œuvre par un organisme tiers)	273	200	73
Dépenses d'équipement (y compris achat d'actifs fixes et location de matériel)	2 967	1 661	1 305
Frais financiers (y compris frais bancaires et intérêts et remboursement de l'emprunt contracté pour le bâtiment)	1 230	1 224	6
Contributions au Centre du commerce international et réserves spéciales (y compris Fonds de fonctionnement de l'Organe d'appel et Fonds de fonctionnement de la Conférence ministérielle)	20 870	20 870	0
Total général	**197 204**	**182 540**	**14 664**

* Comptes non vérifiés.

Tableau 2. Budget consolidé 2015

Section	Budget 2015 (milliers de CHF)
Dépenses de personnel	131 415
Personnel temporaire	17 167
Services généraux	15 601
Voyages et frais de réception	7 481
Total partenaires de mise en œuvre	273
Dépenses d'équipement	2 967
Frais financiers	1 230
Contributions au Centre du commerce international et réserves spéciales	21 070
Total général	**197 204**

Budget, finances et administration
www.wto.org/budget_f

Tableau 3. Contributions versées par les Membres au budget de l'OMC et au budget de l'Organe d'appel, 2015

Membre	Contribution en CHF	% du budget total
Afrique du Sud	1 069 385	0.547 %
Albanie	52 785	0.027 %
Allemagne	15 941 070	8.154 %
Angola	512 210	0.262 %
Antigua et Barbuda	29 325	0.015 %
Argentine	801 550	0.410 %
Arménie	33 235	0.017 %
Australie	2 725 270	1.394 %
Autriche	2 148 545	1.099 %
Bahreïn, Royaume de	173 995	0.089 %
Bangladesh	263 925	0.135 %
Barbade	29 325	0.015 %
Belgique	4 013 615	2.053 %
Belize	29 325	0.015 %
Bénin	29 325	0.015 %
Bolivia, État plurinational de	78 200	0.040 %
Botswana	60 605	0.031 %
Brésil	2 504 355	1.281 %
Brunéi Darussalam	72 335	0.037 %
Bulgarie	326 485	0.167 %
Burkina Faso	29 325	0.015 %
Burundi	29 325	0.015 %
Cambodge	76 245	0.039 %
Cameroun	72 335	0.037 %
Canada	5 145 560	2.632 %
Cabo Verde	29 325	0.015 %
Chili	787 865	0.403 %
Chine	16 850 145	8.619 %
Chypre	109 480	0.056 %
Colombie	525 895	0.269 %
Congo	58 650	0.030 %
Corée, République de	5 632 355	2.881 %
Costa Rica	138 805	0.071 %
Côte d'Ivoire	101 660	0.052 %
Croatie	265 880	0.136 %
Cuba	148 580	0.076 %
Danemark	1 648 065	0.843 %
Djibouti	29 325	0.015 %
Dominique	29 325	0.015 %
Égypte	561 085	0.287 %
El Salvador	78 200	0.040 %

Membre	Contribution en CHF	% du budget total
Émirats arabes unis	2 559 095	1.309 %
Équateur	226 780	0.116 %
Espagne	4 306 865	2.203 %
Estonie	175 950	0.090 %
États-Unis d'Amérique	22 114 960	11.312 %
Ex République yougoslave de Macédoine	56 695	0.029 %
Fédération de Russie	4 371 380	2.236 %
Fidji	29 325	0.015 %
Finlande	1 061 565	0.543 %
France	7 741 800	3.960 %
Gabon	66 470	0.034 %
Gambie	29 325	0.015 %
Géorgie	58 650	0.030 %
Ghana	134 895	0.069 %
Grèce	785 910	0.402 %
Grenade	29 325	0.015 %
Guatemala	136 850	0.070 %
Guinée	29 325	0.015 %
Guinée Bissau	29 325	0.015 %
Guyana	29 325	0.015 %
Haïti	29 325	0.015 %
Honduras	84 065	0.043 %
Hong Kong, Chine	4 985 250	2.550 %
Hongrie	1 129 990	0.578 %
Îles Salomon	29 325	0.015 %
Inde	4 187 610	2.142 %
Indonésie	1 737 995	0.889 %
Irlande	2 025 380	1.036 %
Islande	72 335	0.037 %
Israël	842 605	0.431 %
Italie	6 007 715	3.073 %
Jamaïque	62 560	0.032 %
Japon	8 785 770	4.494 %
Jordanie	162 265	0.083 %
Kenya	115 345	0.059 %
Koweït, État du	678 385	0.347 %
Lesotho	29 325	0.015 %
Lettonie	154 445	0.079 %
Liechtenstein	52 785	0.027 %
Lituanie	295 205	0.151 %

Budget, finances et administration
www.wto.org/budget_f

Membre	Contribution en CHF	% du budget total
Luxembourg	762 450	0.390 %
Macao, Chine	242 420	0.124 %
Madagascar	31 280	0.016 %
Malaisie	2 191 555	1.121 %
Malawi	29 325	0.015 %
Maldives	29 325	0.015 %
Mali	29 325	0.015 %
Malte	80 155	0.041 %
Maroc	371 450	0.190 %
Maurice	58 650	0.030 %
Mauritanie	29 325	0.015 %
Mexique	3 393 880	1.736 %
Moldova, République de	39 100	0.020 %
Mongolie	46 920	0.024 %
Monténégro	29 325	0.015 %
Mozambique	52 785	0.027 %
Myanmar	66 470	0.034 %
Namibie	46 920	0.024 %
Népal	37 145	0.019 %
Nicaragua	48 875	0.025 %
Niger	29 325	0.015 %
Nigéria	782 000	0.400 %
Norvège	1 624 605	0.831 %
Nouvelle-Zélande	439 875	0.225 %
Oman	355 810	0.182 %
Ouganda	50 830	0.026 %
Pakistan	351 900	0.180 %
Panama	220 915	0.113 %
Papouasie Nouvelle Guinée	58 650	0.030 %
Paraguay	105 570	0.054 %
Pays Bas	5 833 720	2.984 %
Pérou	398 820	0.204 %
Philippines	658 835	0.337 %
Pologne	2 189 600	1.120 %
Portugal	869 975	0.445 %
Qatar	647 105	0.331 %
République centrafricaine	29 325	0.015 %
République démocratique du Congo	89 930	0.046 %
République démocratique populaire Lao	29 325	0.015 %
République dominicaine	142 715	0.073 %

Membre	Contribution en CHF	% du budget total
République kirghize	37 145	0.019 %
République slovaque	785 910	0.402 %
République tchèque	1 401 735	0.717 %
Roumanie	688 160	0.352 %
Royaume d'Arabie saoudite	2 422 245	1.239 %
Royaume-Uni	7 579 535	3.877 %
Rwanda	29 325	0.015 %
Saint Kitts et Nevis	29 325	0.015 %
Saint Vincent et le Grenadines	29 325	0.015 %
Sainte Lucie	29 325	0.015 %
Samoa	29 325	0.015 %
Sénégal	46 920	0.024 %
Sierra Leone	29 325	0.015 %
Singapour	4 609 890	2.358 %
Slovénie	338 215	0.173 %
Sri Lanka	146 625	0.075 %
Suède	2 271 710	1.162 %
Suisse	3 049 800	1.560 %
Suriname	29 325	0.015 %
Swaziland	29 325	0.015 %
Tadjikistan	29 325	0.015 %
Taipei chinois	3 006 790	1.538 %
Tanzanie	84 065	0.043 %
Tchad	44 965	0.023 %
Thaïlande	2 301 035	1.177 %
Togo	29 325	0.015 %
Tonga	29 325	0.015 %
Trinité et Tobago	127 075	0.065 %
Tunisie	240 465	0.123 %
Turquie	1 949 135	0.997 %
Ukraine	819 145	0.419 %
Union européenne[1]	0	0.000 %
Uruguay	111 435	0.057 %
Vanuatu	29 325	0.015 %
Venezuela, République bolivarienne du	735 080	0.376 %
Viet Nam	936 445	0.479 %
Yémen	97 750	0.050 %
Zambie	70 380	0.036 %
Zimbabwe	37 145	0.019 %
TOTAL	**195 500 000**	**100.0 %**

[1] Les contributions des États Membres de l'Union européenne sont versées individuellement par les États Membres.

Budget, finances et administration
www.wto.org/budget_f